

# Relations Europe États-Unis au XXI<sup>e</sup> siècle

John Krige | “Kranzberg” professeur, *Georgia Institute of Technology*, Atlanta (États-Unis).

L'Europe se perçoit comme puissance régionale ; les États-Unis se perçoivent comme puissance mondiale. Pendant la guerre froide, les décideurs politiques et militaires à Washington ont construit un ordre mondial, conçu et défendu au nom de la démocratie, pour réprimer la menace d'une expansion communiste, un ordre mondial qui continue à servir à empêcher les ambitions des « États voyous » aujourd'hui. En même temps, ils ont créé des marchés pour les produits américains et cherché à gagner la bataille idéologique de « l'âme de l'humanité », comme l'a dit George Bush I.

## La prééminence américaine comme stratégie globale

Depuis les années 1950, les États-Unis sont en état d'alerte préventive permanente, opposant la qualité des armes à la quantité des hommes. Cela a provoqué une quête à la prééminence scientifique et technologique dictée, en premier lieu, par la conviction que rien d'autre ne pourrait protéger l'Amérique de ses ennemis. Mais il y avait bien plus que cela. Les États-Unis ne cherchaient pas seulement à avoir un avantage compétitif sur leur adversaire principal : ils ambitionnaient aussi la supériorité scientifique et technologique par rapport à leurs alliés. Dit autrement, pendant la guerre froide, et même depuis, ils cherchaient à utiliser leur avantage scientifique et technologique comme levier politique pour construire un monde libre intégré économiquement, politiquement et militairement sous tutelle américaine.

La crainte que la prolifération nucléaire puisse échapper à son contrôle se trouve au cœur des efforts de l'Amérique d'après-guerre pour mettre de l'ordre dans un système international anarchique. Comme l'expliquait le Secrétaire d'État américain, John Foster Dulles en 1956, « C'est effroyable de contempler [la possibilité d']une multitude de programmes atomiques nationaux, sans contrôle, aboutissant à un nombre démultiplié de programmes d'armement nucléaire »<sup>(1)</sup>. Le contrôle des programmes nucléaires en

(1) Rencontre de Dulles avec Franz-Josef Strauss, Département d'État, 14 mai 1956, *Foreign Relations of the United States (FRUS) 1955-1957*, volume 4, p. 435-436.

Angleterre, en France et en Allemagne est vite devenu une priorité pour les États-Unis. En partageant ou non leurs connaissances scientifiques et technologiques avec leurs alliés, les États-Unis ont cherché à maîtriser leur trajectoire de recherche et développement dans le domaine du nucléaire et de l'Espace.

Le cas de la France est bien connu mais mérite d'être répété ici. Les administrations de Kennedy et de Johnson étaient fortement opposées au développement d'une force de frappe française et ils ont interdit tout partage des connaissances avec les scientifiques français dans ces domaines. Par contre, dans les années 1970, Kissinger et Nixon, dans l'esprit de *realpolitik* qui les caractérisait, ont non seulement accepté la force de frappe française comme un fait accompli, mais ils ont voulu la renforcer <sup>(2)</sup>. Pourquoi ? Pour trois raisons principales : d'abord, Kissinger avait le sentiment que la France devait être « forte d'un point de vue militaire, moral et politique. Nous pensons, ajoute-t-il, que si un programme militaire français majeur s'effondrait, cela serait très mauvais, parce que, dans ce cas, l'alternative française serait celle du neutralisme ». En outre, Kissinger avait peur que les Français lancent une frappe préventive contre une attaque soviétique, par crainte que leurs défenses antimissiles soient inefficaces – le pire cauchemar de Washington – d'où le besoin de les aider à mieux défendre leur dispositif au sol (*ground-based system*). Finalement, Kissinger, grâce à la collaboration technologique, a voulu changer « l'orientation de base de la politique française », fléchissant ainsi son autonomie en l'associant à la planification stratégique américaine, de façon plus serrée que jamais <sup>(3)</sup>.

Comment aider les Français sans provoquer les réactions hostiles au Congrès américain ? Kissinger a trouvé la solution avec ce qui sera appelé plus tard *negative guidance* (orientation négative). Voilà comment il a expliqué cette méthode au ministre français des Forces armées, Robert Galley : « Nous ne pouvons peut-être pas vous donner des informations mais nous pouvons évaluer ce que vous faites. Nous pouvons dire "Cela est erroné". Donc il y a beaucoup de façons de vous donner des informations. [...] Cela pourrait ressembler à un séminaire ; si vous dites avoir trois possibilités, nous pourrions vous répondre, "c'est erroné, c'est compliqué", etc. » <sup>(4)</sup>. En d'autres termes, en indiquant aux Français s'ils suivaient ou non la bonne voie, les experts américains pouvaient les aider (ou les duper) sans dévoiler de renseignements classifiés <sup>(5)</sup>.

### **Leadership scientifique et technologique**

Le but de ce résumé historique a été d'injecter de la science et de la technologie dans la pensée stratégique. Je ne pense pas tellement

(2) Richard H. Ullman, "The Covert French Connection," *Foreign Policy*, volume 75 (été 1989), p. 3-33.

(3) *Memorandum of Conversation*, Kissinger et autres au Pentagone, 5 septembre 1973 ([www.wilsoncenter.org/](http://www.wilsoncenter.org/)).

(4) *Memorandum of Conversation*, Galley, Kissinger et autres à San Clemente, 31 août 1973 ([www.wilsoncenter.org/](http://www.wilsoncenter.org/)).

(5) Pierre Messmer : « Je n'ai pas été déçu car je ne me faisais aucune illusion sur les Américains en ce qui concernait les rapports dans le domaine de l'armement nucléaire avec eux [...]. Les Américains souhaitent garder les contacts mais ils pensaient que la meilleure façon était de laisser entendre qu'ils pouvaient apporter quelque chose. En fait, on s'apercevait très vite qu'ils n'apportaient rien ou qu'ils souhaitent apporter des choses que nous savions déjà », cité dans l'article de Maurice Vaisse, « Les "relations spéciales" franco-américaines au temps de Richard Nixon et Georges Pompidou », *Relations Internationales*, n° 119, automne 2004, p. 345-362, p. 362.

au sens classique de la stratégie, où la science et la technologie sont simplement les sources de systèmes d'armement avancés qui modifient l'équilibre des pouvoirs entre pays rivaux. Pour moi, il s'agit plutôt des systèmes de connaissance qui peuvent être utilisés par des acteurs transnationaux, dans le but d'améliorer, de dévier ou de contrecarrer les voies de la recherche et du développement de pays alliés. Combinant la poursuite de supériorité scientifique et technologique à la quête d'une domination mondiale pendant ces soixante dernières années, les États-Unis se sont dotés d'un moyen de pression politique infiniment précieux.

On vit avec les conséquences aujourd'hui. De nos jours, grâce à leur capacité de garder le *leadership* scientifique et technologique, à leur capacité économique et à leur volonté d'investir massivement dans la recherche et le développement dans un but militaire, les États-Unis se trouvent les gardiens du bien commun, c'est-à-dire qu'ils contrôlent tous les domaines de la planète (mer, air et espace) qui se trouvent effectivement au-delà de la juridiction de la souveraineté nationale de tous les pays du monde <sup>(6)</sup>.

(6) Barry R. Posen, "Command of the Commons. The Military Foundation of U.S. Hegemony," *International Security*, volume 28, n° 1 (été 2003), p. 5-46 ; Robert L. Paarlberg, "Knowledge as Power: Science, Military Dominance and U.S. Security," *International Security*, vol. 29, n° 1 (été 2004), p. 122-151.

La RMA (Révolution dans les affaires militaires) est au cœur de la domination militaire du bien commun, une domination qui dépend de la prééminence des connaissances construite pendant la guerre froide. La micro-électronique est un moteur central de la RMA ; les satellites de télécommunication et de navigation (*GPS* aux États-Unis) sont deux éléments centraux de son fonctionnement.

Les États-Unis ont toujours cherché, pas toujours avec succès bien sûr, à maîtriser ces deux éléments de la RMA. Voici la frustration de François-Xavier Ortoli, gaulliste, en 1971 à propos du projet de Washington dans le domaine de télécommunications par satellite : « La politique américaine dans ce domaine est extrêmement nette, dit-il : elle vise [...] à établir et à perpétuer sa domination de façon à assurer aux États-Unis un moyen d'influence et d'action politique sur le reste du monde, en même temps que l'industrie américaine bénéficierait d'un quasi-monopole ou, en tout cas, d'une position dominante pour tout ce qui concerne les applications commerciales rentables dans ce domaine très important pour le développement technologique » <sup>(7)</sup>. Et voici le but du système de navigation par satellite *GPS* comme il était proposé au Congrès en 1990. Un rapport de l'époque avançait trois raisons pour lesquelles les États-Unis devaient vouloir que leur système soit adopté mondialement. D'abord, la mondialisation des marchés du *GPS* donnerait un stimulus économique à l'industrie américaine, qui reposait, pour une large part de ses revenus, sur les exportations. Deuxièmement, « la prééminence technologique est un pilier de la puissance nationale ».

(7) Compte rendu d'une rencontre entre François-Xavier Ortoli (F), Hans Leussink (RFA) et Théo Lefèvre (B), le 1<sup>er</sup> juin 1971, dans Emmanuel Chadeau, s.d., *L'ambition technologique : naissance d'Ariane*, Paris, Éditions Rive Droite, 1995, p. 406.

Si les États-Unis pouvaient obtenir que le *GPS* soit adopté comme standard mondial pour toutes ses applications, ils seraient alors *leader* dans « une importante part du processus de mondialisation technologique et économique ». Troisièmement, la sécurité nationale des États-Unis serait renforcée par l'adoption internationale du *GPS*, qui réduirait par là même le développement de systèmes alternatifs de radionavigation par satellite <sup>(8)</sup>.

La logique est toujours la même : acquérir un contrôle mondial sur un système technologique critique, persuader les autres d'y participer selon vos conditions, dominer les marchés et décourager les alternatives concurrentes.

### **Compétition et coopération euro-américaine**

Que faire ? L'Europe ne peut pas rivaliser avec les États-Unis dans tous les domaines de la science et de la technologie. Mais elle peut et doit choisir des secteurs et des technologies clés pour son futur et concentrer ses ressources financières et industrielles ainsi que scientifiques et technologiques afin, non seulement de concurrencer mais aussi de collaborer avec les États-Unis en étant en position de force. Cela requiert une volonté politique et des investissements majeurs dans la recherche et le développement, faute de quoi l'Europe ne pourra jamais se libérer de cette puissance mondiale qui est loin de perdre sa capacité de gérer le monde selon ses intérêts, et, il faut dire, quelquefois selon les nôtres aussi.

(8) Cité par Johan Lembke, "The Politics of Galileo", *European Policy Paper*, n° 7, avril 2001, p. 20, *European Union Center*, Université de Pittsburgh, Pittsburgh, États-Unis.